

missions locales Bilan et
Chiffres
d'activité
2010



Conseil national des missions locales

Sommaire

Sommaire	2
Index des tableaux	3
Présentation	4
1/ L'essentiel du réseau des missions locales en 2010	6
2/ L'activité d'insertion professionnelle des jeunes	7
Les premiers accueil se maintiennent à un niveau élevé	7
Un suivi aussi intense qu'en 2009	8
40 % des jeunes en premier accueil sont peu qualifiés	9
Des contrats aidés plus nombreux et un rebond de l'intérim	11
Une insertion professionnelle des jeunes suivis qui progresse de nouveau	12
3/ Les jeunes en demande d'insertion	15
4/ Le contrat d'insertion à la vie sociale - CIVIS	17
5/ Le partenariat renforcé avec Pôle emploi	18
6/ L'organisation territoriale	20
7/ Les ressources humaines.....	22
Evolution des effectifs et taille des structures	22
Temps de travail, contrats et métiers.....	23
8/ Les financements	28

Index des tableaux

Tableau 1 : Evolution de l'accueil des jeunes entre 2005 et 2010.....	7
Tableau 2 : Nombre d'entretiens individuels dans l'année suivant le premier accueil, en 2010.....	8
Tableau 3 : caractéristiques des jeunes en premier accueil en 2010 selon leur sexe.....	10
Tableau 4 : Contrats de travail signés en 2010 par les jeunes reçus en entretien individuel.....	11
Tableau 5 : Insertion professionnelle des jeunes en premier accueil dans les six mois.....	12
Tableau 6 : Accès à l'emploi et à la formation dans les six mois par région.....	13
Tableau 7 : Jeunes en demande d'insertion (JDI) en décembre 2009 et décembre 2010.....	15
Graph 1 : Evolution mensuelle de l'indicateur JDI 2008, 2009 et 2010.....	16
Tableau 8 : Les entrées et sorties du CIVIS par région en 2010.....	17
Tableau 9 : Répartition régionale des postes Pôle emploi affectés.....	18
Tableau 10 : Réalisation des objectifs de cotraitance et financement de Pôle emploi.....	19
Tableau 11 : Composition du réseau et statut.....	20
Tableau 12 : Statut des missions locales et des PAIO par région au 31-12-2010.....	20
Tableau 13 : Maillage territorial des missions locales.....	21
Tableau 14 : Effectif par type de structure.....	22
Tableau 15 : Evolution de l'effectif total de 2005 à 2010.....	22
Tableau 16 : Répartition des structures par taille en équivalent temps plein (ETP).....	22
Tableau 17 : Temps partiel et temps plein par type de structure.....	23
Tableau 18 : Type de contrat par type de structure.....	23
Tableau 19 : Métiers et emplois repères par sexe.....	24
Tableau 20 : Répartition régionale des effectifs salariés, mis à disposition, détachés ou affectés.....	25
Tableau 21 : Répartition régionale des effectifs moyens.....	26
Tableau 22 : Répartition régionale des effectifs en équivalent temps plein par métier.....	27
Tableau 23 : Répartition des financements par type d'activité en millions d'euros.....	28
Tableau 24 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés.....	28
Tableau 25 : Répartition des financeurs de l'activité principale en millions d'euros.....	28
Tableau 26 : Répartition des financeurs en activité principale (FAP) et spécifique (FAS).....	29
Tableau 27 : Répartition des financeurs en activité spécifique.....	29
Tableau 28 : Répartition du financement de l'activité principale par type de financeurs publics.....	30
Tableau 29 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés.....	31
Tableau 30 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale.....	32
Tableau 31 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics.....	33
Tableau 32 : Répartition des fonds gérés.....	34

Présentation

Deux systèmes d'informations pour le bilan d'activité : Parcours 3 et ICARE nouvelle version

Ce rapport annuel traduit de manière très concrète la volonté du Conseil national des missions locales et de son secrétariat général, de rendre lisible, auprès de l'ensemble des financeurs, l'activité de ce grand service public de l'insertion des jeunes que sont les missions locales.

Cette dixième édition du bilan d'activité des missions locales est présentée sous forme de chiffres que nous souhaitons exhaustifs, en fonction des possibilités offertes par nos deux systèmes d'information : Parcours 3 et ICARE. Le chapitre consacré aux résultats d'accompagnement des jeunes est une production de la DARES (Dares Analyses janvier 2012 n°7).

Parcours 3 est le système d'information basé sur les actes professionnels des conseillers et leur travail quotidien d'accompagnement des jeunes. Il permet, depuis 2003, de gérer les dossiers et les parcours d'insertion du million de jeunes accueillis chaque année. C'est un outil de pilotage de l'activité des missions locales à tous les niveaux, depuis le tableau de bord du conseiller jusqu'au suivi national du programme CIVIS.

Les remontées d'information au niveau régional et national permettent d'agrèger l'activité du réseau sur une période annuelle. Ce travail est réalisé avec les moyens techniques et l'expertise du département formation professionnelle et insertion professionnelle des jeunes de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES).

ICARE (information collectée sur l'activité du réseau) est le système d'information structures. Il permet de recueillir des informations annuelles sur l'identité, les ressources humaines et les finances de chaque mission locale. ICARE est aussi un système d'information en ligne qui est renseigné par chaque directeur ou directrice de mission locale. Les informations sont validées par les services déconcentrés du ministère puis font l'objet d'une exploitation nationale par le secrétariat général du CNML.

Ce système d'information a été totalement refondu en 2010. La nouvelle version rend possible des évolutions successives plus rapides et l'exploitation des données issues de Parcours 3. Elle permet de mieux identifier la diversité des financements, d'étudier la répartition des emplois selon la classification de la convention collective ou de suivre les objectifs et indicateurs de la CPO. Très bientôt ICARE apportera également aux missions locales une batterie d'indicateurs de contexte relatifs à leur territoire qui outilleront le dialogue de gestion de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Etat.

1,3 million de jeunes accompagnés : un nouveau record historique de prise en charge des jeunes

En 2010 les 12 190 professionnels de ce réseau de 468 missions locales et PAIO, ont accompagné 1,3 million de jeunes.

Avec 1 323 000 jeunes en contact, 1 137 000 jeunes reçus en entretien et 515 000 jeunes en premier accueil, le niveau de prise en charge des jeunes de 16 à 25 ans par le réseau atteint un nouveau record historique. Cet accompagnement accru se traduit aussi par une augmentation du nombre de jeunes demandeurs d'insertion en fin d'année : 718 000 en décembre 2010 contre 697 000 en décembre 2009.

Selon les caractéristiques des jeunes en premier accueil, le profil majoritaire des jeunes qui se présentent pour la première fois en mission locale est de 18 à 21 ans (54%), de niveau Vbis à V (53%), de nationalité française (94%), célibataire (89%), hébergé chez les parents (55%), habitant hors zone urbaine sensible ou zone de redynamisation rurale (68%) et ne possédant aucun moyen de locomotion individuel motorisé (60%).

576 000 contrats de travail signés par les jeunes	Dans un contexte économique difficile, les jeunes reçus en entretien individuel ont signé 576 000 contrats de travail en 2010 contre 543 000 en 2009. Parmi les contrats de travail signés par les jeunes, 461 000 sont des contrats de travail « classiques » - dont 126 000 en intérim – 69 000 sont des contrats aidés et 46 000 sont des contrats en alternance.
Co-traitance avec Pôle emploi : 122% de l'objectif réalisé	Le partenariat renforcé avec Pôle emploi constitue une offre de service essentielle des missions locales. 219 000 jeunes demandeurs d'emploi ont été accompagnés par les missions dans le cadre du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE), dont 183 000 dans le cadre conventionnel soit 122% de l'objectif conventionnel réalisé.
CIVIS : 44% des jeunes sortis en 2010 en emploi ou formation	En 2010, 214 000 jeunes sont entrés en CIVIS dont 110 000 en CIVIS renforcé. 184 000 jeunes sont sortis du dispositif dont 52 000 pour accéder à un emploi durable, 14 000 à un emploi de moins de six mois et 14 000 à une formation. 44% de jeunes sortis du CIVIS en 2010 ont pu accéder à un emploi ou une formation. Au total, entre avril 2005 et décembre 2010, un peu plus d'un million de jeunes ont bénéficié du dispositif, près de 800 000 jeunes en sont sorti et 48% vers un emploi ou une formation.
444 missions locales et 24 PAIO	Fin décembre le réseau était constitué de 468 structures, soit 444 missions locales et 24 PAIO. L'aménagement du réseau arrive à terme avec la fusion ou l'absorption de 15 PAIO en 2010. Le maillage territorial reste conséquent, les missions locales couvrent la quasi-totalité des communes de France avec en moyenne 78 communes par mission locale.
73% des 11 980 professionnels exercent des métiers d'insertion	12 190 professionnels travaillent dans le réseau, 11 419 salariés et 771 personnels mis à disposition, détachés ou affectés (dont 352 agents affectés par Pôle emploi). Avec les crédits supplémentaires de l'Etat dans le cadre du plan de relance, l'effectif total du réseau est en augmentation de 10,3% par rapport à l'année précédente. La grande majorité (67%) des structures est composée d'une équipe de 10 à 30 personnes en équivalent temps plein. 80% des salariés sont en CDI et 73% des professionnels du réseau exercent un métier directement lié à l'insertion sociale et professionnelle.
Coût pour la collectivité nationale : 433 euros par jeune accompagné	Le réseau a bénéficié de 572,5 millions d'euros de financement, en quasi totalité public, 465,6 millions pour l'activité principale, 89,3 millions pour les activités spécifiques et 17,6 millions de fonds gérés pour le compte d'autrui. Avec 47% du financement du réseau apporté par l'état et 40% par les collectivités locales, le coût pour la collectivité nationale est de 433 euros par jeune accompagné.

1/ L'essentiel du réseau des missions locales en 2010

> Le réseau au 31 décembre 2010 : 468 structures

- 444 missions locales
- 24 PAIO
- 12 190 professionnels

> 1,3 million de jeunes accompagnés

- 515 000 jeunes en premier accueil
- 3,9 millions d'entretiens individuels
- 1,323 million de jeunes en contact
- 1,137 million de jeunes reçus en entretien

> 542 500 jeunes entrés en emploi ou en formation

- 44 150 jeunes en alternance
- 359 800 jeunes en emploi
- 210 300 jeunes en formation
- 576 000 contrats de travail dont :
 - 46 000 contrats en alternance
 - 461 000 « emplois classiques »
 - 69 000 emplois aidés

> Les indicateurs jeunes en hausse depuis 3 ans

	2008	2009	2010
Jeunes en premier accueil	467 000	515 000	515 100
Jeunes en contact	1 213 000	1 256 000	1 323 500
Jeunes en alternance	39 750	39 000	44 150
Jeunes en emploi	330 150	321 900	359 800
Jeunes en formation	187 250	195 350	210 300
Total jeunes en emploi et en formation	487 600	491 700	542 500

> 213 555 jeunes entrés en CIVIS, 44% des jeunes sortis en emploi ou formation

- Jeunes sortis du programme : 184 364
 - dont en emploi durable : 52 080
 - dont en emploi de moins de six mois : 14 458
 - dont en formation : 14 448

> 182 919 jeunes accompagnés dans le cadre de la cotraitance avec Pôle emploi, 122% de l'objectif conventionnel réalisé

> 573 millions d'euros de financement, 433 euros par jeune accompagné

- 421 M€ pour l'activité principale (86%)
- 59 M€ pour les activités spécifiques (12 %)
- 10 M€ de Fonds gérés (2%)

> Les financeurs : 47% Etat, 40% collectivités

- Etat : 47%
- FSE : 2%
- Autres organismes publics et privés : 11%
- Régions : 17%
- Départements : 5%
- Communes et EPCI : 19%

2/ L'activité d'insertion professionnelle des jeunes

En 2010, malgré la légère amélioration de la situation des jeunes sur le marché du travail, le nombre de jeunes accueillis pour la première fois dans le réseau des missions locales et PAIO a été de 515 000 comme en 2009. Au total, 1 323 000 jeunes de 16 à 25 ans ont été en contact avec le réseau, dont 1 137 000 ont été reçus en entretien par un conseiller. L'activité globale s'est maintenue avec un peu plus de 3,9 millions d'entretiens individuels assurés.

Dans un contexte de reprise de l'emploi des 15-29 ans, les jeunes suivis par les missions locales en 2010 accèdent davantage à l'emploi qu'en 2009. 27 % des jeunes en premier accueil ont trouvé un emploi en moins de 6 mois contre 25,6 % en 2009. Les jeunes reçus en entretien individuel en 2010 ont signé 576 000 contrats de travail au cours de l'année, soit 6 % de plus qu'en 2009. Ce sont les contrats en intérim (+ 22 %), puis les contrats en alternance (+ 10 %) qui ont le plus progressé en un an.

Les premiers accueil se maintiennent à un niveau élevé

En 2010, comme en 2009, 515 000 jeunes ont été accueillis pour la première fois dans une mission locale ou PAIO (tableau 1). Les jeunes femmes représentent un peu plus de la moitié des jeunes accueillis pour la première fois, la part de jeunes mineurs en premier accueil, comme l'année précédente, est de 15 % en 2010 contre 17 % en 2008.

Le maintien de l'accueil des jeunes à un niveau très élevé s'accompagne d'une hausse des entrées en CIVIS (213 000 en 2010 contre 188 000 en 2009), traduisant l'effort persistant du réseau en direction des jeunes particulièrement touchés par la crise économique et la hausse du chômage. Malgré une amélioration de leur situation en 2010, le taux de chômage des 15-24 ans reste élevé à 21,4 % au quatrième trimestre 2010, soit 4,3 points de plus qu'au premier trimestre 2008 ([3] et [5]).

Au total, plus de 1,3 million de jeunes ont été en contact avec le réseau en 2010 (voir définitions). Près de neuf sur dix ont été reçus par un conseiller en entretien (entretien individuel, atelier ou information collective), dont 1,11 million en entretien individuel. De même qu'en 2009, les conseillers des missions locales ont assuré 3,9 millions d'entretiens individuels au cours de l'année 2010.

Tableau 1 : Evolution de l'accueil des jeunes entre 2005 et 2010

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Jeunes en contact avec le réseau	1 146 000	1 214 000	1 130 000	1 213 000	1 256 000	1 323 000
<i>dont jeunes reçus en entretien</i>	<i>958 000</i>	<i>1 018 000</i>	<i>1 005 000</i>	<i>1 021 000</i>	<i>1 098 000</i>	<i>1 137 000</i>
<i>dont jeunes reçus en entretien individuel</i>	<i>945 000</i>	<i>1 005 000</i>	<i>995 000</i>	<i>1 011 000</i>	<i>1 088 000</i>	<i>1 110 000</i>
Jeunes accueillis pour la première fois	449 000	477 000	452 000	467 000	515 000	515 000
<i>dont femmes (en %)</i>	<i>52</i>	<i>53</i>	<i>54</i>	<i>52</i>	<i>50</i>	<i>51</i>
<i>dont mineurs (en %)</i>	<i>16</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>15</i>	<i>15</i>

Champ : Jeunes en contact avec le réseau (entretien individuel, information collective, atelier ou visite...) et jeunes accueillis pour la première fois par le réseau (reçus pour la première fois en entretien individuel par un conseiller) dans l'année.
Source : Entrepôt national Parcours 3 (extraction novembre 2011, traitement Dares).

Définitions

Les jeunes sont dits « en contact » une année donnée lorsqu'ils ont été en relation, au moins une fois dans l'année, avec une mission locale, éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers, et ce par quelque moyen que ce soit : entretien individuel, atelier, information collective, téléphone, lettre, intermédiation...

Les jeunes sont dits « reçus en entretien » lorsqu'ils ont bénéficié durant l'année d'au moins un entretien individuel, ou participé à un atelier ou une information collective.

Les jeunes sont dits « accueillis pour la première fois » ou « reçus en premier accueil » ou simplement « en premier accueil » lorsqu'ils ont bénéficié pour la première fois au cours de l'année d'un entretien individuel avec un conseiller du réseau des missions locales.

Un suivi aussi intense qu'en 2009

Quel que soit leur niveau de qualification, les jeunes accueillis pour la première fois au premier semestre 2010 ont rencontré aussi souvent leur conseiller référent que ceux accueillis pour la première fois au premier semestre 2009. Dans l'ensemble, 34 % des jeunes ont été reçus au moins cinq fois en entretien individuel dans les douze mois qui ont suivi leur premier accueil comme en 2009 (tableau 2). Ce taux varie selon le niveau de diplôme. 31 % des jeunes ayant le niveau du baccalauréat (niveau IV diplômé, encadré niveau de formation) en 2009 comme en 2010 ont rencontré au moins cinq fois leur conseiller ainsi que 37 % des jeunes sortis du système scolaire sans avoir dépassé la dernière année de BEP-CAP (niveau V sans diplôme) et 40 % des jeunes les moins qualifiés (niveau VI).

Tableau 2 : Nombre d'entretiens individuels dans l'année suivant le premier accueil, en 2010

En %	Niveau de formation à la sortie							Ensemble
	Au moins Bac+2 (Niveaux I, II ou III)	Diplôme du Bac (niveau IV diplômé)	Niveau Bac, (Niveau IV sans diplôme)	Diplôme de CAP ou BEP (Niveau V diplômé)	Niveau CAP ou BEP, 1 ^{ère} , 2 ^{nde} (Niveau V sans diplôme)	Sortie avant dernière année CAP-BEP (Niveau Vbis)	Sortie avant 3 ^e générale ou 4 ^e non générale (Niveau VI)	
1	35	27	26	24	24	23	22	25
2	22	19	18	18	17	17	17	18
3	13	13	13	13	12	12	12	13
4	9	10	10	10	10	10	10	10
5	6	7	7	7	8	8	8	7
6 à 9	11	16	17	17	18	19	19	17
10 et plus	4	8	9	11	11	12	13	10
	100	100	100	100	100	100	100	100

Note de lecture : 22 % des jeunes de niveau I, II ou III reçus en premier accueil ont bénéficié de deux entretiens individuels dans l'année qui a suivi leur premier accueil.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2011, traitement Dares). France entière.

Champ : Jeunes accueillis pour la première fois par le réseau des ML/PAIO entre le 1er janvier 2010 et le 30 juin 2010.

Les niveaux de formation

Niveau I et II : diplômés des premier et deuxième cycles de l'enseignement supérieur (licence universitaire ou davantage), d'une école de commerce ou d'ingénieur.

Niveau III : diplômés d'une formation de niveau bac +2 : premier cycle de l'enseignement supérieur (DEUG, BTS...), de formations du secteur de la santé, paramédical, social.

Niveau IV : Sorties de terminale ou d'un niveau équivalent avec ou sans baccalauréat, de l'enseignement supérieur sans diplôme, de classes préparatoires sans avoir réussi à intégrer une école de commerce ou d'ingénieur.

Niveau V : sorties à l'issue de la dernière année de CAP ou BEP (avec ou sans diplôme) ou d'une classe de seconde ou de première.

Niveau V bis : sorties du système éducatif avant la dernière année de CAP ou de BEP, après une classe de troisième générale ou une classe de quatrième ou de troisième d'enseignement non général.

Niveau VI : sorties du système éducatif avant une classe de troisième générale ou avant une classe de quatrième non générale.

Les jeunes dits « sans qualification » sont les jeunes de niveaux VI ou V bis. Les jeunes dits « peu ou pas qualifiés » sont les jeunes de niveau VI, V bis ou V sans diplôme. Les jeunes dits « peu ou pas diplômés » sont les jeunes de niveau VI, V bis ou V.

40 % des jeunes en premier accueil sont peu qualifiés

En 2010, les 515 000 jeunes accueillis pour la première fois dans le réseau sont dans l'ensemble peu qualifiés. Comme en 2009 ([1]), 205 000 d'entre eux, soit 40 %, n'ont pas obtenu de CAP-BEP ou sont sortis de l'enseignement général avant la terminale (niveaux de formation VI, V bis ou V sans diplôme). Le nombre de jeunes en premier accueil ayant au moins un baccalauréat augmente encore légèrement avec 155 000 contre 150 000 en 2009 et seulement 120 000 en 2008. Ces jeunes diplômés, poussés vers les missions locales par la crise économique, représentent 30 % des premiers accueils en 2010 contre 26 % seulement en 2008.

Conséquence de cette arrivée d'un plus grand nombre de jeunes diplômés, le public accueilli en 2010 et 2009 est globalement moins jeune qu'en 2008. La proportion de mineurs accueillis pour la première fois baisse de 17 % à 15 % en deux ans.

Comme en 2009 les hommes accueillis pour la première fois en 2010 sont plus jeunes et moins qualifiés que les femmes en premier accueil. 17 % des premiers accueils masculins sont mineurs contre 13 % parmi les jeunes femmes (tableau 3); 46 % des jeunes hommes ont un niveau de formation VI, V bis ou V sans diplôme, contre 34 % des femmes. Seuls 24 % des hommes ont un baccalauréat, contre 37 % des jeunes femmes.

En lien avec la différence d'âge, les jeunes hommes restent plus souvent dépendants de leur famille : 72 % d'entre eux sont hébergés chez leurs parents ou chez un autre membre de la famille contre 60 % des jeunes femmes. Seuls 15 % d'entre eux ont un logement autonome contre 29 % des jeunes femmes. Elles sont également plus nombreuses à avoir fondé une famille : 15 % des femmes accueillies pour la première fois en 2010 vivent en couple et 12 % ont au moins un enfant à charge (c'est le cas pour respectivement 6 % et 4 % des hommes). Au total, 41 000 jeunes, dont les trois quarts sont des jeunes femmes, avaient au moins un enfant à charge au moment de leur premier accueil dans le réseau des missions locales et PAIO en 2010.

Les jeunes femmes sont moins mobiles : 64 % d'entre elles n'ont aucun moyen de transport individuel motorisé contre 57 % des jeunes hommes. Si elles sont presque aussi nombreuses (38 % contre 39 %) à avoir leur permis de conduire ou à posséder une automobile personnelle (33 % contre 32%), elles utilisent moins souvent de deux-roues : 3 % d'entre elles possèdent une motocyclette, une mobylette ou un scooter contre 11 % des jeunes hommes. Dans certains secteurs (boulangerie, bâtiment), certaines zones géographiques (zones rurales) ou pour certains types d'emploi (nécessitant un travail de nuit par exemple), l'absence de moyen de transport motorisé individuel peut être un frein à l'embauche. Les missions locales sont alors amenées à intervenir à plusieurs niveaux. Elles mettent en place des solutions d'urgence, comme la création de parcs de location de mobylettes et de vélos, versent des aides financières aux jeunes qui le souhaitent pour passer le permis ou fournissent parfois des cartes d'abonnement de transport aux jeunes.

Tableau 3 : caractéristiques des jeunes en premier accueil en 2010 selon leur sexe

<i>En pourcentage</i>	Hommes	Femmes	Ensemble
Age au premier accueil			
16 ou 17 ans	17	13	15
18 à 21 ans	53	55	54
22 à 25 ans	30	32	31
Niveau de formation initiale			
Au moins bac+2 (Niveau I, II ou III)	6	10	8
Baccalauréat (Niveau IV avec diplôme)	18	27	22
Niveau baccalauréat sans diplôme (niveau IV sans diplôme)	7	8	8
CAP-BEP (Niveau V avec diplôme)	22	22	22
Niveau CAP-BEP sans diplôme, sortie de 2 ^{nde} ou 1 ^{ère} (niveau V sans diplôme)	17	13	15
Première année CAP-BEP, sortie de 3 ^e (niveau V bis)	18	14	16
Sortie avant la 3 ^e générale (niveau VI)	11	7	9
Type d'hébergement			
Chez les parents	61	50	55
Chez un autre membre de la famille	11	10	10
Logement autonome	15	29	22
Chez des amis	5	5	5
En foyer, en centre d'hébergement et de réinsertion sociale, en hôtel	3	2	3
Sans hébergement, en hébergement nomade	1	1	1
Autres	4	3	4
Situation familiale			
Célibataire	93	84	89
Marié, Pacsé, vie maritale	6	15	10
Séparé, divorcé, veuf	1	1	1
Enfants			
Au moins un enfant à charge	4	12	8
Nationalité			
Française	95	94	94
Etranger Union européenne	1	1	1
Etranger Hors Union Européenne	4	5	5
Zone d'habitation			
Zone urbaine sensible (ZUS)	15	15	15
Zone rurale	17	17	17
Hors ZUS et Zone rurale	68	68	68
Mobilité			
Automobile personnelle	32	33	33
Motocyclette, mobylette ou scooter	11	3	7
Aucun moyen de transport individuel motorisé	57	64	60
Permis B	39	38	39

Champ : Ensemble des jeunes reçus en premier accueil en 2010.
Source : Parcours 3 (extraction novembre 2011, traitement Dares).

Des contrats aidés plus nombreux et un rebond de l'intérim

Dans un contexte économique difficile, les jeunes reçus en entretien individuel en 2010 ont signé 576 000 contrats de travail dans l'année contre 543 000 en 2009, soit une hausse de 6 %. Ils ont par ailleurs suivi davantage de formations : 243 000 en 2010 contre 241 000 en 2009.

Parmi les contrats de travail signés par les jeunes, 461 000 sont des contrats de travail « classiques » (contrats à durée déterminée, intérim, emploi saisonnier ou de contrats à durée indéterminée), soit 6 % de plus qu'en 2009. Cette amélioration ne compense que partiellement la baisse de l'année précédente. En 2008, 480 000 contrats de travail « classiques » avaient été signés. L'embellie observée en 2010 est largement imputable au dynamisme de l'intérim : 126 000 contrats signés en 2010 contre 103 000 en 2009, soit 22 % de plus ([4]). Après une année 2009 difficile, cette hausse porte le travail temporaire au-delà du niveau de 2008 où 115 000 contrats avaient été signés. Au contraire, les contrats de travail plus pérennes (CDI et CDD) restent à des niveaux assez bas. La part de CDI et CDD dans les contrats de travail signés par les jeunes de missions locale en 2010 n'est plus que de 48 % contre 50 % en 2009 et 51 % en 2008.

Les jeunes suivis en mission locale en 2010 signent également davantage de contrats aidés et d'apprentissage qu'en 2009. Ainsi, le nombre de contrats en apprentissage et en alternance augmente de près de 10 % ([2] et [7]). Les aides financières accordées pour les embauches dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes annoncé en avril 2009 ont probablement contribué à soutenir les entrées dans ces dispositifs. Les mesures de relance des contrats aidés profitent également aux jeunes suivis dans les missions locales ([6]). Ils ont signé 69 000 contrats aidés en 2010 contre 66 000 en 2009 et seulement 41 500 en 2008. Conséquence de l'ouverture de la prescription des contrats initiative emploi (CIE) aux missions locales à partir du 23 janvier 2009 ([C2]), la hausse est particulièrement importante pour ce seul contrat aidé : 1 500 en 2008, 8 000 en 2009 et 10 000 en 2010.

Tableau 4 : Contrats de travail signés en 2010 par les jeunes reçus en entretien individuel

Types de contrats de travail signés	Part en 2009 (en %)	Nombre de contrats en 2009	Part en 2010 (en %)	Nombre de contrats en 2010
Emplois classiques	80,1	435 000	80,0	461 000
CDD	37,4	203 000	36,1	208 000
intérim	19,0	103 000	21,9	126 000
CDI	12,5	68 000	11,8	68 000
contrat saisonnier	10,3	56 000	9,2	53 000
autres contrats	1,0	5 000	1,0	6 000
Emplois aidés	12,2	66 000	12,0	69 000
CUI CAE	7,9	43 000	7,5	43 000
CUI CIE	1,5	8 000	1,7	10 000
IAE (insertion par l'activité économique)	2,2	12 000	2,3	13 000
autres contrats aidés	0,6	3 000	0,5	3 000
Alternance	7,8	42 000	8,0	46 000
Contrat d'apprentissage	5,0	27 000	5,2	30 000
Contrat de professionnalisation	2,8	15 000	2,8	16 000
Ensemble	100	543 000	100	576 000

Note de lecture : 12 % des contrats de travail signés en 2010 sont des emplois aidés et 8 % sont des emplois en alternance.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2011, traitement Dares), France entière.

Champ : Ensemble des contrats signés en 2009 et 2010 par les jeunes reçus en entretien individuel dans le réseau des ML/PAIO.

Une insertion professionnelle des jeunes suivis qui progresse de nouveau

Parmi les 515 000 jeunes en premier accueil en 2010 à travers le réseau, 27 % ont accédé à au moins un emploi dans les six premiers mois de suivi, soit 1,4 point de mieux qu'en 2009 (tableau 5). De même, la proportion de jeunes accédant à un emploi classique dans les six mois suivant le premier accueil progresse de 1,2 point, essentiellement du fait du rebond de l'intérim, passant de 19,5 % en 2009 à 20,7 % en 2010. L'accès à la formation dans les six mois suivant le premier accueil a aussi légèrement progressé entre 2009 et 2010 passant de 15,9 % à 16,1 %.

Comme en 2009, 2,5 % des jeunes accueillis pour la première fois en 2010 ont été à nouveau scolarisés après moins de six mois de suivi dans le réseau. Les périodes d'immersion en entreprise qui constituent une première étape vers l'insertion professionnelle se développent : 4,4 % des jeunes accueillis pour la première fois en 2010 ont effectué un stage en entreprise dans les six premiers mois de suivi contre 3,6 % en 2009.

L'immersion en entreprise est un stage en entreprise non rémunéré s'adressant aux jeunes de plus de 16 ans ou aux adultes chômeurs. L'objectif est de découvrir une entreprise, d'explorer un ou plusieurs métiers, de confirmer un projet professionnel, de repérer ses capacités où les compétences nécessaires. Le stage, d'une durée de 1 à 3 semaines, s'inscrit dans un parcours de formation qui permettra d'obtenir un diplôme ou dans un parcours d'insertion qui permettra d'accéder à l'emploi.

Tableau 5 : Insertion professionnelle des jeunes en premier accueil dans les six mois

		2009		2010	
Nombre de jeunes en premier accueil		515 000		515 000	
Débouchés dans les six premiers mois	Toute forme d'emploi	132 000	25,6%	139 000	27%
	Emploi classique	101 000	19,5%	107 000	20,7%
	Emploi aidé	20 000	3,9%	19 000	3,7%
	Emploi en alternance	16 000	3,1%	17 000	3,4%
	Formation	82 000	15,9%	83 000	16,1%
	Rescolarisation	13 000	2,5%	13 000	2,5%
	Immersion en entreprise	19 000	3,6%	23 000	4,4%

Note de lecture : 25,6 % des jeunes en premier accueil au cours de 2009 ont accédé dans les 6 mois à un emploi de toute forme (classique, aidé ou en alternance).

Remarque : les pourcentages ne se cumulent pas. Un même jeune peut par exemple accéder à un emploi et une formation dans l'année.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2011, traitement Dares), France entière.

Champ : Ensemble des jeunes en premier accueil en 2009 et 2010.

Note : les données de 2009 ne sont pas identiques à celles publiés l'année dernière, le mode de calcul des indicateurs de ce tableau ayant été modifié pour uniformiser les concepts utilisés par l'ensemble des acteurs du réseau.

De fortes disparités régionales affectent l'accès à l'emploi et à la formation en 2010. Dans le Limousin, 43 % des jeunes ont accédé à un emploi dans les six premiers mois de suivi et ce taux est supérieur à 32% en Basse-Normandie, Champagne-Ardenne, Aquitaine et Auvergne. A l'opposé, seuls 9 à 12 % des jeunes antillais et guyanais ont obtenu un premier emploi dans les six mois suivant le premier accueil (tableau 6). De même, seuls 3 à 9 % des jeunes ont occupé un emploi classique dans les six premiers mois de suivi dans les Dom (hors Mayotte), contre plus de 26 % en Aquitaine, Basse-Normandie et Champagne-Ardenne et jusqu'à 33 % en Limousin. Enfin, plus de 25 % des jeunes ont débuté une formation dans les six mois suivant leur premier accueil en 2010 en Lorraine et 23 % en Guyane contre moins de 10 % en Poitou-Charentes. Mayotte se distingue par un accès à l'emploi très faible et un recours massif à la formation : 42 % des jeunes suivis ont accédé à une formation dans les six mois suivant leur premier accueil.

Lionel Bonneville (Dares)

Tableau 6 : Accès à l'emploi et à la formation dans les six mois par région

Région	Nombre de jeunes en premier accueil	Débouchés dans les six premiers mois (en%)				
		Toute forme d'emploi	Emploi classique	Emploi aidé	Emploi en alternance	Formation
Alsace	11202	30,1	23	4,5	3,5	13,2
Aquitaine	25985	32,4	25,5	3,4	4,7	19,8
Auvergne	9852	32,3	22,8	4,7	6,1	19,8
Basse-Normandie	10496	34,2	26,6	5,4	3,6	19,1
Bourgogne	13224	28,8	20,8	4,6	4,5	13,5
Bretagne	23009	30,4	24,5	3,5	3,2	17
Centre	18743	31,3	24	4,4	4	14,7
Champagne-Ardenne	11414	33,4	26,7	3,8	4,1	19,1
Corse	2179	30,3	21,7	6,1	3,6	17,6
Franche-Comté	7889	27,4	18,8	5	4,5	16,3
Guadeloupe	4380	9	3,3	3,8	1,9	18,1
Guyane	1895	10,7	7,8	1,6	1,5	22,6
Haute-Normandie	14744	28,2	23	3,1	2,9	12,6
Ile-de-France	85228	24,4	20,3	1,7	2,8	14,9
La Réunion	10999	14,4	7,8	1,9	4,9	18,3
Languedoc-Roussillon	26724	25,5	17,4	5,2	3,8	13,9
Limousin	5094	42,9	32,6	5,3	6,7	13,4
Lorraine	15512	28,2	21,4	3,8	3,8	25,3
Martinique	4312	12,3	8,7	2,5	1,4	12,4
Mayotte	1711	1,3	0,8	0	0,6	41,5
Midi-Pyrénées	19811	28,7	19,3	7	3,6	14,7
Nord-Pas-de-Calais	38803	20,5	14,9	2,9	3,3	17,4
Pays de la Loire	26449	29,6	23,3	4,5	2,7	15,1
Picardie	17259	29,9	23,2	5,5	2,1	15,1
Poitou-Charentes	13763	31,1	23,9	3,6	4,4	9,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45147	22,6	17,7	2,7	2,8	20,9
Rhône-Alpes	49520	30,2	23,4	5,2	2,8	12
France entière	515 344	27	20,7	3,7	3,4	16,1

Lecture : en France, 20,7 % des jeunes en premier accueil en 2010 ont accédé à un emploi classique dans les six mois suivant leur premier accueil.

Remarque : les pourcentages ne se cumulent pas. Un même jeune peut par exemple accéder à un emploi et une formation dans les six mois suivant son premier accueil.

Champ : Ensemble des jeunes reçus en premier accueil en 2010.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2010, traitement Dares), France entière.

Note : les données de 2010 ne sont pas strictement comparables aux données de 2009 publiées l'année dernière, le mode de calcul des indicateurs de ce tableau ayant été modifié pour uniformiser les concepts utilisés par l'ensemble des acteurs du réseau.

Le système d'information Parcours 3

Les missions locales sont équipées de l'application Parcours 3 depuis 2003 pour gérer les dossiers des jeunes accueillis et notamment ceux qui bénéficient du programme CIVIS. Cette application issue de l'évolution du logiciel Parcours 2 est utilisée quotidiennement pour la saisie des dossiers des jeunes par l'ensemble des conseillers des missions locales. Elle permet de décrire précisément les caractéristiques individuelles des jeunes, les situations qu'ils occupent sur le marché du travail, les services dont ils bénéficient...

Localement, Parcours 3 est un outil de pilotage pour chaque mission locale. Les remontées mensuelles d'information au niveau régional et au niveau national permettent des études à un niveau plus agrégé. Pour s'assurer de la qualité des données, des contrôles de cohérence et une charte de saisie ont été conçus pour corriger et homogénéiser les comportements de saisie sur l'ensemble du territoire.

Références bibliographiques

- [1] Bonnevalle L. (2011) : « L'activité des missions locales et PAIO en 2009 : forte hausse des premiers accueils sous l'effet de la crise », *Dares Analyses* n°026, Dares, mars.
- [2] Sanchez R. (2011) : « Le contrat de professionnalisation en 2010 : légère hausse des entrées », *Dares Analyses* n°028, Dares, avril.
- [3] Minni C., Pommier P. (2011) : « Emploi et chômage des 15-29 ans en 2010 », *Dares Analyses* n°039, Dares, mai.
- [4] Finot J. (2011) : « L'intérim en 2010 : reprise du travail temporaire », *Dares Analyses* n°052, Dares, juillet.
- [5] Minni C., Fontaine M., Pons S., Remy V., (Dares), Argouarc'h J., Rey M. (Insee) (2011) : « Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2010 », *Dares Analyses* n°065, Dares, août.
- [6] Bahu M. (2011) : « Les contrats d'aide à l'emploi en 2010 : maintien des entrées à un haut niveau pour soutenir un emploi encore fragilisé par la crise », *Dares Analyses* n°085, Dares, novembre.
- [7] Sanchez R. (2011) : « L'apprentissage en 2010 : des entrées presque aussi nombreuses qu'en 2009, des contrats plus longs », *Dares Analyses* n°089, Dares, décembre.
- [8] Bonnevalle L. (2011) : « Le Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (CIVIS) : moins d'emploi pour les jeunes sortants en 2009 et 2010 », *Dares Analyses*, à paraître.

Circulaires

- [C1] Circulaire DGEFP n° 2005-09 du 19 mars 2005, relative à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.
- [C2] Circulaire DGEFP n° 2009-01 du 23 janvier 2009, relative aux contrats aidés du secteur marchand.
- [C3] Circulaire DGEFP n° 2011-03 du 19 janvier 2011, relative à la mise en œuvre des mesures en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, dans le cadre du programme 102 de la mission budgétaire Travail et Emploi.

3/ Les jeunes en demande d'insertion

L'indicateur « jeunes en demande d'insertion » (JDI) dénombre les jeunes ayant bénéficié d'au moins un entretien au sein du réseau des missions locales et PAIO, au cours des cinq derniers mois, qu'il s'agisse d'un entretien individuel, d'une information collective ou d'un atelier.

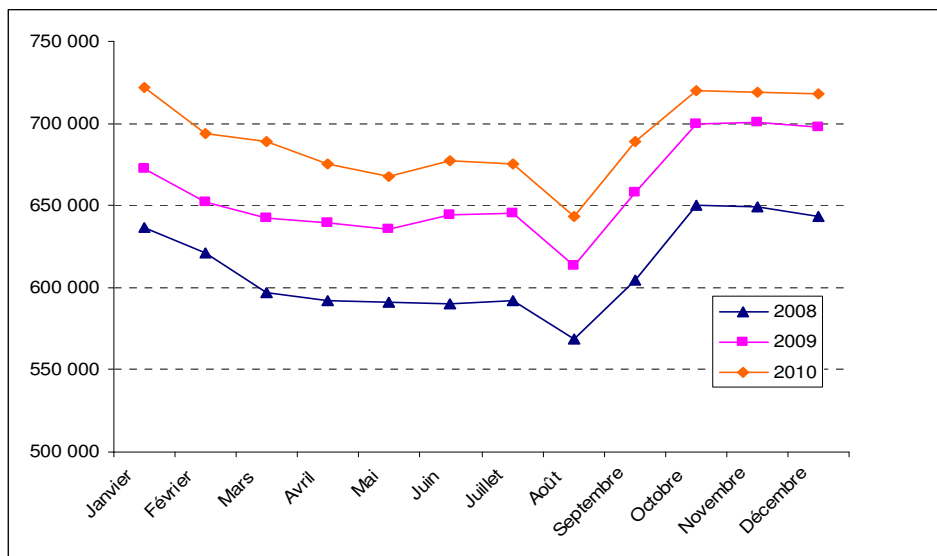
L'indicateur JDI du mois de décembre 2010 mesure ainsi le nombre de jeunes ayant eu au moins un entretien individuel, une information collective ou un atelier entre le 01 août 2009 et le 31 décembre 2009 inclus. L'indicateur est calculé, par la DARES, à partir de l'entrepôt national de données issu de Parcours 3.

Tableau 7 : Jeunes en demande d'insertion (JDI) en décembre 2009 et décembre 2010

Région	JDI 12-2009	JDI 12-2010
Alsace	14 517	15 079
Aquitaine	32 826	34 428
Auvergne	13 499	13 877
Basse-Normandie	14 437	14 411
Bourgogne	18 743	19 168
Bretagne	28 900	29 301
Centre	25 264	26 274
Champagne-Ardenne	17 853	18 597
Corse	2 462	2 802
Franche-Comté	11 088	11 025
Guadeloupe	6 460	6 453
Guyane	3 175	3 300
Haute-Normandie	21 939	21 676
Ile-de-France	109 403	107 677
La Réunion	17 579	19 504
Languedoc-Roussillon	34 932	37 102
Limousin	8 160	8 269
Lorraine	21 891	22 214
Martinique	7 411	9 220
Midi-Pyrénées	24 538	26 043
Nord-Pas-de-Calais	61 332	65 325
Pays de la Loire	32 602	33 862
Picardie	25 846	26 519
Poitou-Charentes	18 151	18 322
Provence-Alpes-Côte d'Azur	60 502	63 116
Rhône-Alpes	63 782	64 597
Total	697 292	718 161

Source : Parcours 3 (données de décembre 2010)
Exploitation DARES : Entrepôt National Parcours 3

Graphe 1 : Evolution mensuelle de l'indicateur JDI 2008, 2009 et 2010



4/ Le contrat d'insertion à la vie sociale - CIVIS

CIVIS de droit commun et CIVIS renforcé

Le CIVIS se décline en deux volets : le CIVIS renforcé pour les jeunes sortis de scolarité sans CAP-BEP ou avant la terminale (niveau VI, V bis et V sans diplôme) et le CIVIS de droit commun pour les jeunes jusqu'à bac+2 non validé (niveau V avec diplôme, niveau IV) connaissant des difficultés d'insertion particulières. Le CIVIS a une durée d'un an, renouvelable une fois pour les jeunes en accompagnement de droit commun, il est renouvelable autant de fois que nécessaire jusqu'au vingt-sixième anniversaire pour les jeunes en accompagnement renforcé. Chaque jeune a un conseiller référent unique qu'il rencontre régulièrement. Pour l'accompagnement renforcé la fréquence des entretiens est hebdomadaire les trois premiers mois, puis mensuelle.

Tableau 8 : Les entrées et sorties du CIVIS par région en 2010

Région	Entrées en CIVIS renforcé ¹	Entrées en CIVIS de droit commun	Entrées totales	Sorties totales	Sorties en emploi durable	Sorties en emploi non durable ²	Sorties en formation
Alsace	2 192	2 214	4 406	3 921	1 293	330	273
Aquitaine	4 937	7 369	12 306	11 074	3 538	768	826
Auvergne	1 666	2 015	3 681	2 987	1 067	299	196
Basse-Normandie	2 369	2 560	4 929	4 314	1 207	369	325
Bourgogne	3 297	3 811	7 108	7 334	2 282	556	530
Bretagne	3 163	5 881	9 044	8 858	2 640	601	671
Centre	3 730	3 829	7 559	6 593	1 970	608	427
Champagne-Ardenne	2 024	2 932	4 956	3 983	1 267	405	315
Corse	361	357	718	592	228	52	26
Franche-Comté	1 816	2 012	3 828	3 483	955	337	272
Guadeloupe	813	1 057	1 870	1 761	232	143	226
Guyane	671	719	1 390	897	115	56	112
Haute-Normandie	3 772	4 636	8 408	8 435	2 076	696	724
Ile-de-France	16 693	12 005	28 698	24 968	7 699	887	1 970
La Réunion	2 506	3 142	5 648	3 020	791	189	401
Languedoc-Roussillon	4 497	4 597	9 094	8 284	2 163	953	572
Limousin	1 123	1 383	2 506	2 701	884	296	228
Lorraine	4 539	5 309	9 848	9 221	2 605	597	934
Martinique	1 093	1 449	2 542	1 754	308	57	253
Midi-Pyrénées	4 028	3 868	7 896	6 921	2 034	727	404
Nord-Pas-de-Calais	9 685	12 783	22 468	18 528	4 270	1 285	1 481
Pays de la Loire	5 100	4 820	9 920	9 061	2 367	967	653
Picardie	5 410	4 597	10 007	8 018	1 575	874	589
Poitou-Charentes	2 805	3 270	6 075	5 669	1 465	629	376
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 052	5 974	13 026	9 715	3 159	654	855
Rhône-Alpes	8 231	7 393	15 624	12 272	3 890	1 123	809
Total 2010	103 573	109 982	213 555	184 364	52 080	14 458	14 448
<i>Total 2009</i>	<i>93 414</i>	<i>94 359</i>	<i>187 773</i>	<i>201 092</i>	<i>55 910</i>	<i>14 009</i>	<i>15 366</i>

Lecture : 213 555 jeunes sont entrés en CIVIS entre le 01 janvier 2010 et le 31 décembre 2010. Dans la même période, 184 364 jeunes sont sortis du dispositif dont 52 080 après avoir accédé à un emploi durable.

¹ CIVIS renforcé = jeunes de niveau VI ou Vbis (accompagnement d'un an renouvelable jusqu'au 26ième anniversaire) ou V non diplômés entrés après le 15 juin 2006 (accompagnement d'un an renouvelable une fois ou jusqu'au 26ième anniversaire).

² Les sorties en emploi non durable concernent les jeunes en CAE, CAV, CDD de moins de 6 mois, ayant rompu un CDI en moins de 6 mois...

5/ Le partenariat renforcé avec Pôle emploi

Le partenariat renforcé entre les missions locales et Pôle emploi

L'accord cadre de partenariat renforcé renouvelant la coopération entre l'Etat, Pôle emploi et le CNML a été signé en janvier 2010 pour une période de cinq ans. S'appuyant sur le partenariat engagé depuis 2001 au service de l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi, il vise à dynamiser et structurer la coopération dans un principe de concertation et de complémentarité d'action. Au-delà de sa composante co-traitance que constitue la contribution des missions locales à la mise en œuvre du projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE), l'accord a pour objet de développer : une démarche commune de diagnostic partagé ; la complémentarité des offres de services ; une intervention concertée en directions des entreprises ; la réalisation d'actions communes en direction des jeunes, des entreprises et des partenaires ; des actions de communication valorisant le partenariat. En 2010, 219 000 jeunes ont été accompagnés dans le cadre de la co-traitance pour un objectif initial de 150 000.

Tableau 9 : Répartition régionale des postes Pôle emploi affectés

Région	Missions locales et PAIO	ML&PAIO disposant d'un poste Pôle emploi	Postes Pôle emploi mis à disposition	Postes Pôle emploi en EQTP
Alsace	12	7	12	10
Aquitaine	23	15	19	16,9
Auvergne	14	10	12	10,3
Basse-Normandie	14	4	3	3,8
Bourgogne	16	15	18	12,65
Bretagne	17	13	15	12,89
Centre	22	10	11	9,1
Champagne-Ardenne	17	7	8	6,3
Corse	4	2	2	2
Franche-Comté	14	8	9	6,7
Guadeloupe	1	1	1	1
Guyane	1	1	1	1
Haute-Normandie	13	11	13	11,4
Ile-de-France	81	45	49	41
Languedoc-Roussillon	17	8	9	8
Limousin	6	3	4	3
Lorraine	20	16	26	14,4
Martinique	4	0	0	0
Mayotte	1	0	0	0
Midi-Pyrénées	10	10	12	12,6
Nord-Pas-de-Calais	27	21	25	21,8
Pays de la Loire	22	3	6	2,8
Picardie	17	8	10	7,8
Poitou-Charentes	14	10	12	10,38
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	20	25	21,25
La Réunion	4	4	9	9
Rhône-Alpes	48	34	41	33,16
Total	468	286	352	289,23

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2010 – ICARE.

Tableau 10 : Réalisation des objectifs de cotraitance et financement de Pôle emploi

Région	Jeunes suivis dans le cadre du PPAE	Dont conventionnés	Objectif conventionnel	Taux de réalisation	Financement de Pôle Emploi au titre de la cotraitance
Alsace	4 931	4 352	3 495	125%	803 762
Aquitaine	12 091	8 985	7 562	119%	1 579 143
Auvergne	4 502	3 747	2 931	128%	741 636
Basse-Normandie	6 209	5 018	4 243	118%	972 477
Bourgogne	6 473	4 833	3 911	124%	821 411
Bretagne	9 129	7 611	5 711	133%	1 323 420
Centre	8 017	6 790	5 255	129%	1 109 880
Champagne-Ardenne	4 439	3 598	3 415	105%	788 919
Corse	1 126	1 053	646	163%	152 876
Franche-Comté	3 257	2 661	2 461	108%	594 225
Guadeloupe	1 542	1 444	1 857	78%	406 755
Guyane	561	428	502	85%	115 460
Haute-Normandie	10 009	8 085	5 922	137%	1 362 060
Ile-de-France	26 555	24 003	19 702	122%	3 522 794
Languedoc-Roussillon	9 185	7 374	6 250	118%	1 323 421
Limousin	2 044	1 797	1 375	131%	294 600
Lorraine	8 804	6 808	5 762	118%	1 351 529
Martinique	1 807	1 553	1 553	100%	155 998
Midi-Pyrénées	11 421	9 982	5 787	172%	1 331 004
Nord-Pas-de-Calais	22 436	16 892	15 243	111%	3 383 070
Pays de la Loire	15 144	12 862	8 235	156%	1 879 645
Picardie	11 020	8 294	5 967	139%	1 161 703
Poitou-Charentes	4 483	4 175	3 683	113%	846 630
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14 278	12 828	11 427	112%	1 703 150
La Réunion	5 372	4 929	5 143	96%	1 182 660
Rhône-Alpes	14 363	12 817	11 962	107%	2 534 532
Total	219 198	182 919	150 000	122%	31 442 760

Source : Parcours 3 et comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2009 – ICARE, traitement CNML.

6/ L'organisation territoriale

Tableau 11 : Composition du réseau et statut

	Au 31/12/2009	Au 31/12/2010
Nombre total de structures	472	468
dont missions locales	433	444
Dont PAIO	39	24
Statut associatif	441	440
Statut GIP	27	26
Service de collectivité locale	4	2

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 12 : Statut des missions locales et des PAIO par région au 31-12-2010

Région	ML	PAIO	Association	GIP	Service de collectivité locale	Total
Alsace	9	3	12			12
Aquitaine	23		23			23
Auvergne	14		14			14
Basse-Normandie	12	2	14			14
Bourgogne	16		16			16
Bretagne	17		17			17
Centre	19	3	19	2	1	22
Champagne-Ardenne	17		15	1	1	17
Corse	3	1	4			4
Franche-Comté	9	5	14			14
Guadeloupe	1		1			1
Guyane	1			1		1
Haute-Normandie	10	3	13			13
Ile-de-France	81		71	10		81
La Réunion	4		4			4
Languedoc-Roussillon	17		17			17
Limousin	6		5	1		6
Lorraine	17	3	20			20
Martinique	4		4			4
Mayotte	1		1			1
Midi-Pyrénées	10		9	1		10
Nord-Pas-de-Calais	27		26	1		27
Pays de la Loire	19	3	21	1		22
Picardie	17		17			17
Poitou-Charentes	14		13	1		14
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29		23	6		29
Rhône-Alpes	47	1	47	1		48
Total	444	24	440	26	2	468

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 13 : Maillage territorial des missions locales

Région	Sièges	Antennes*	Relais et permanences*	Nbre de communes couvertes	Nbre de communes par structure
Alsace	12	39	68	902	75
Aquitaine	23	86	210	2298	100
Auvergne	14	16	129	1304	93
Basse-Normandie	14	14	156	1702	122
Bourgogne	16	37	86	2047	128
Bretagne	17	101	332	1275	75
Centre	22	24	221	1839	84
Champagne-Ardenne	17	14	80	2038	120
Corse	4	6	13	360	90
Franche-Comté	14	17	52	1760	126
Guadeloupe	1	8	14	32	32
Guyane	1	5	8	22	22
Haute-Normandie	13	54	82	1421	109
Ile-de-France	81	139	207	1283	16
La Réunion	4	18	15	25	6
Languedoc-Roussillon	17	54	237	1541	91
Limousin	6	13	101	749	125
Lorraine	20	28	164	2325	116
Martinique	4	15	16	42	11
Mayotte	1	nd	nd	nd	nd
Midi-Pyrénées	10	48	155	3020	302
Nord-Pas-de-Calais	27	133	247	1527	57
Pays de la Loire	22	77	150	1496	68
Picardie	17	28	133	2283	134
Poitou-Charentes	14	33	126	1515	108
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	89	207	930	32
Rhône-Alpes	48	98	255	2900	60
Total	468	1194	3464	36636	78

Source : Comptes rendus d'activité 2010 et 2009 des missions locales et PAIO. ICARE.

* Données 2009.

Définitions : les lieux d'accueil selon la Charte nationale Parcours 3

Siège : site principal de la structure (par défaut, le domicile de la personne morale). Il est identifié de façon univoque par le code Insee de la commune.

Antenne : lieu d'accueil fixe, géographiquement distinct du siège, géré par la même personne morale, et bénéficiant d'un équipement permanent (y compris ouvert à temps partiel, et antenne de type bus).

Permanence : lieu d'accueil temporaire ou chronique (avec équipement « nomade » ou mis à disposition (mairie, centre social, etc.).

Relais : lieu d'accueil géré par une autre personne morale liée par convention.

7/ Les ressources humaines

Evolution des effectifs et taille des structures

Tableau 14 : Effectif par type de structure

	Missions locales	PAIO	Total	Rappel 2009	Evolution 2009/2010
Effectif total	11980	210	12190	11050	10,3%
Equivalents temps plein (EQTP)	10705	175	10879	9917	9,7%
Effectif salariés	11218	201	11419	10277	11,1%
Dont contrat de remplacement	281	7	288	nd	nd
EQTP salariés	10119	169	10288	nd	nd
Effectif mis à disposition, détaché ou affecté	762	9	771	773	-0,3%
EQTP mis à disposition, détaché ou affecté	586	6	591	nd	nd

Source : Comptes rendus d'activité 2009 et 2010 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 15 : Evolution de l'effectif total de 2005 à 2010

Variation année n/n+1	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Effectif total	+1,4%	-1,2%	-1%	1,1%	10,3%
Effectif salarié	+2,2%	-1,2%	-0,9%	1,7%	11,1%
Effectif mis à disposition, détaché ou affecté	-7,7%	-1,6%	-3,2%	-6,4%	-0,3%

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 16 : Répartition des structures par taille en équivalent temps plein (ETP)

Nombre d'ETP	Inférieur ou égal à 5	De 5,05 à 10	De 10,05 à 20	De 20,05 à 30	Plus de 30	Dont plus de 50
2010	2,8%	10,5%	41,2%	26,1%	19,4%	6,2%
2009	3,4%	14%	43,3%	23,1%	16,1%	4,9%
2008	4,1%	15,6%	43,8%	21,8%	14,7%	nd
2007	5,1%	15,4%	42,0%	22,0%	15,4%	nd
2006	5,7%	16,8%	39,7%	20,6%	17,2%	nd

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO – ICARE.

Temps de travail, contrats et métiers

Tableau 17 : Temps partiel et temps plein par type de structure

	Part dans l'effectif total ML	Part dans l'effectif total PAIO	Part dans l'effectif total
Contrats de travail à temps partiel	24,5%	44,3%	24,8%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,5%</i>
Contrats de travail à temps plein	75,5%	55,7%	75,2%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	<i>2,5%</i>	<i>3,5%</i>	<i>2,5%</i>

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 18 : Type de contrat par type de structure

	Part dans l'effectif total ML	Part dans l'effectif total PAIO	Part dans l'effectif total
CDD	19,6%	20,9%	19,6%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	<i>2,5%</i>	<i>3,5%</i>	<i>2,5%</i>
Contrats en alternance	0,5%	0,5%	0,5%
CDI	79,9%	78,6%	79,9%

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO – ICARE.

La logique de compétence dans les emplois exercés en mission locale

Le système de classification de la branche professionnelle des missions locales organise les parcours professionnels et fonde la rémunération sur la maîtrise et l'évaluation des compétences professionnelles du salarié. 48 domaines de compétences sont définis et décrits avec les activités correspondantes. 14 emplois repères sont répartis dans 4 métiers homogènes (Insertion sociale et professionnelle ; Information communication ; Gestion ; Encadrement)

Un exemple, les domaines de compétence pour l'emploi repère de Conseiller niveau 1 :

Recevoir le public en entretien ; Établir un diagnostic individuel sur la situation du public reçu ; Informer et aider à l'orientation du public cible ; Accompagner l'élaboration du parcours d'insertion ; Coopérer avec des partenaires extérieurs ; Assurer une veille sur l'activité d'insertion ; Assurer un suivi administratif.

Source : Convention collective nationale des missions locales et PAIO du 21 février 2001.

Tableau 19 : Métiers et emplois repères par sexe

	Hommes	Femmes	Total
Chargé d'accueil	3,1%	11,0%	9,2%
Conseiller niveau 1	22,3%	27,0%	25,9%
Conseiller niveau 2	36,4%	30,8%	32%
Chargé de projets	9,1%	5,0%	5,9%
Total métier insertion sociale et professionnelle	70,9%	73,7%	73,1%
Chargé d'animation	1,1%	0,9%	0,9%
Chargé de documentation	0,7%	0,8%	0,8%
Chargé d'information et de communication	0,9%	0,8%	0,8%
Total métier information communication	2,7%	2,5%	2,5%
Assistant administratif	1,4%	5,6%	4,6%
Assistant de gestion	0,7%	2,6%	2,2%
Assistant de direction	0,3%	3,3%	2,6%
Assistant financier	1,1%	1,8%	1,6%
Assistant informatique	2,9%	0,4%	1,0%
Total métier gestion	6,4%	13,7%	12,0%
Responsable de secteur	7,8%	4,2%	5,0%
Directeur	9,2%	3,2%	4,6%
Total métier encadrement	17%	7,4%	9,6%
Autres (*)	3,1%	2,7%	2,8%
Total effectif salarié	100%	100%	100 %

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO – ICARE. Pour l'effectif des salariés uniquement, hors personnels mis à disposition ou affectés.

* Salariés exerçant un emploi non spécifique à la branche professionnelle.

Tableau 20 : Répartition régionale des effectifs salariés, mis à disposition, détachés ou affectés

Région	Effectif total			Effectif salarié			Effectif mis à disposition, détaché ou affecté				
	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	dont Pôle emploi affecté	Pôle emploi affecté en ETP
Alsace	305	86,2%	270,89	292	86,0%	259,89	13	92,3%	11	12	10
Aquitaine	630	83,0%	562,12	594	83,8%	537,42	36	69,4%	24,7	19	16,9
Auvergne	270	77,0%	232,55	252	76,6%	220,64	18	83,3%	11,91	12	10,3
Basse-Normandie	282	75,5%	247,03	275	76,4%	241,23	7	42,9%	5,8	3	3,8
Bourgogne	362	83,1%	317,53	324	84,0%	293,53	38	76,3%	24	18	12,65
Bretagne	508	78,7%	450,32	484	78,5%	431,3	24	83,3%	19,02	15	12,89
Centre	392	75,5%	354,12	364	75,0%	337,12	28	82,1%	17	11	9,1
Champagne-Ardenne	293	80,5%	258,77	281	80,1%	249,94	12	91,7%	8,83	8	6,3
Corse	44	90,9%	39,1	42	90,5%	37,1	2	100,0%	2	2	2
Franche-Comté	197	80,2%	170,31	182	80,8%	159,11	15	73,3%	11,2	9	6,7
Guadeloupe	56	87,5%	52	51	86,3%	47	5	100,0%	5	1	1
Guyane	56	75,0%	56	53	75,5%	53	3	66,7%	3	1	1
Haute-Normandie	422	77,0%	377,69	399	76,9%	360,58	23	78,3%	17,11	13	11,4
Ile-de-France	1741	72,4%	1618,47	1602	72,7%	1497,02	139	69,1%	121,45	49	41
La Réunion	274	63,1%	258,7	265	63,0%	249,7	9	66,7%	9	9	9
Languedoc-Roussillon	500	78,4%	436,5	455	78,7%	395,67	45	75,6%	40,83	9	8
Limousin	147	81,0%	134,1	142	82,4%	130,1	5	40,0%	4	4	3
Lorraine	415	81,4%	351,23	380	82,9%	331,91	35	65,7%	19,32	26	14,4
Martinique	85	85,9%	84	85	85,9%	84	0	0	0	0	0
Mayotte	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Midi-Pyrénées	444	75,5%	405,72	419	75,4%	382,72	25	76,0%	23	12	12,6
Nord-Pas-de-Calais	1194	74,0%	1060,15	1136	74,2%	1014,48	58	69,0%	45,67	25	21,8
Pays de la Loire	587	80,9%	531,87	560	81,1%	515,75	27	77,8%	16,12	6	2,8
Picardie	473	77,0%	412,22	458	76,9%	401,42	15	80,0%	10,8	10	7,8
Poitou-Charentes	383	78,1%	301,3	353	77,6%	280,54	30	83,3%	20,76	12	10,38
Provence-Alpes-Côte d'Azur	922	81,0%	848,55	862	80,7%	795,5	60	85,0%	53,05	25	21,25
Rhône-Alpes	1208	78,4%	1048,06	1109	77,9%	981,15	99	83,8%	66,91	41	33,16
Total	12190	77,6%	10879,3	11419	77,7%	10287,82	771	76,3%	591,48	352	289,23

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE

Tableau 21 : Répartition régionale des effectifs moyens

Région	Nombre de structures au 31/12	Nombre de PAIO	Nombre de ML	Effectif total	Effectif moyen	Effectif total ML	Effectif moyen ML	Effectif total PAIO	Effectif moyen PAIO
Alsace	12	3	9	305	25	276	31	29	10
Aquitaine	23	0	23	630	27	630	27	-	-
Auvergne	14	0	14	270	19	270	19	-	-
Basse-Normandie	14	2	12	282	20	256	21	26	13
Bourgogne	16	0	16	362	23	362	23	-	-
Bretagne	17	0	17	508	30	508	30	-	-
Centre	22	3	19	392	18	376	20	16	5
Champagne-Ardenne	17	0	17	293	17	293	17	-	-
Corse	4	1	3	44	11	40	13	4	4
Franche-Comté	14	5	9	197	14	171	19	26	5
Guadeloupe	1	0	1	56	56	56	56	-	-
Guyane	1	0	1	56	56	56	56	-	-
Haute-Normandie	13	3	10	422	32	377	38	45	15
Ile-de-France	81	0	81	1741	21	1741	21	-	-
La Réunion	4	0	4	274	69	274	69	-	-
Languedoc-Roussillon	17	0	17	500	29	500	29	-	-
Limousin	6	0	6	147	25	147	25	-	-
Lorraine	20	3	17	415	21	379	22	36	12
Martinique	4	0	4	85	21	85	21	-	-
Mayotte	1	0	1	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Midi-Pyrénées	10	0	10	444	44	444	44	-	-
Nord-Pas-de-Calais	27	0	27	1194	44	1194	44	-	-
Pays de la Loire	22	3	19	587	27	567	30	20	7
Picardie	17	0	17	473	28	473	28	-	-
Poitou-Charentes	14	0	14	383	27	383	27	-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	0	29	922	32	922	32	-	-
Rhône-Alpes	48	1	47	1208	25	1200	26	8	8
Total	468	24	444	12190	26	11980	27	210	9

Source : Comptes rendus d'activité 2009 des missions locales et PAIO. ICARE

Tableau 22 : Répartition régionale des effectifs en équivalent temps plein par métier

Région	Effectif total	Insertion sociale et professionnelle	Information communication	Gestion	Encadrement	Autre hors branche prof.	Effectif mis à disposition, détaché ou affecté
Alsace	270,89	70,8%	2,1%	12,6%	9,0%	1,5%	4,1%
Aquitaine	562,12	70,2%	3,3%	10,9%	9,3%	1,8%	4,4%
Auvergne	232,55	66,6%	2,2%	11,4%	9,3%	5,5%	5,1%
Basse-Normandie	247,03	75,4%	1,1%	11,0%	8,4%	1,7%	2,3%
Bourgogne	317,53	63,4%	3,7%	12,9%	7,7%	4,7%	7,6%
Bretagne	450,32	69,6%	2,6%	14,1%	8,1%	1,4%	4,2%
Centre	354,12	73,5%	0,5%	8,9%	9,6%	2,7%	4,8%
Champagne-Ardenne	258,77	68,1%	3,8%	11,1%	10,3%	3,4%	3,4%
Corse	39,1	66,6%	2,6%	10,4%	15,3%	0,0%	5,1%
Franche-Comté	170,31	67,3%	1,4%	14,9%	9,0%	0,8%	6,6%
Guadeloupe	52	78,8%	0,0%	5,8%	1,9%	3,8%	9,6%
Guyane	56	48,2%	3,6%	21,4%	17,9%	3,6%	5,4%
Haute-Normandie	377,69	69,6%	1,5%	12,5%	8,3%	3,5%	4,5%
Ile-de-France	1618,47	66,6%	3,5%	7,8%	11,4%	3,2%	7,5%
La Réunion	258,7	77,7%	1,0%	7,4%	9,3%	1,2%	3,5%
Languedoc-Roussillon	436,5	63,6%	2,0%	15,4%	5,5%	4,2%	9,4%
Limousin	134,1	71,2%	3,1%	8,0%	10,4%	4,3%	3,0%
Lorraine	351,23	71,3%	0,7%	10,9%	10,0%	1,6%	5,5%
Martinique	84	81,0%	1,2%	6,0%	11,9%	0,0%	0,0%
Mayotte	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Midi-Pyrénées	405,72	66,7%	1,2%	13,8%	10,7%	1,9%	5,7%
Nord-Pas-de-Calais	1060,15	68,1%	2,0%	14,9%	8,1%	2,5%	4,3%
Pays de la Loire	531,87	71,7%	3,7%	12,7%	7,9%	1,0%	3,0%
Picardie	412,22	73,7%	1,8%	9,5%	7,1%	5,3%	2,6%
Poitou-Charentes	301,3	65,4%	3,1%	12,9%	8,3%	3,4%	6,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	848,55	70,4%	1,4%	10,2%	8,9%	2,9%	6,3%
Rhône-Alpes	1048,06	69,3%	2,9%	11,4%	8,6%	1,3%	6,4%
Total	10879,3	69,1%	2,4%	11,4%	9,1%	2,6%	5,4%

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE

8/ Les financements

Tableau 23 : Répartition des financements par type d'activité en millions d'euros

	2009		2010	
Activité principale	421,4	85,9%	465,6	81,3%
Activité spécifique	59,1	12,1%	89,3	15,6%
Fonds gérés	10,3	2,1%	17,6	3,1%
Total	490,8	100%	572,5	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 et 2010 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 24 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés

	2009	2010
Etat	38,3%	47,2%
Régions	18,8%	16,9%
Départements	5,2%	4,5%
Communes et EPCI	23,0%	18,7%
FSE	7,4%	1,5%
Autres organismes publics et privés	7,2%	11,1%
Total	100%	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 et 2010 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 25 : Répartition des financeurs de l'activité principale en millions d'euros

Financier	État	FSE	Régions	Départements	Communes et EPCI	Organismes publics	Organismes privés
2010	234,1	1,2	78,5	14	90,4	46,4*	1
2009	162,9	29	75,9	18,7	100	32,9	1,9
Evolution 2009-2010	43,7%	-95,9%	3,4%	-25,1%	-9,6%	41,0%	-47,4%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 et 2010 des missions locales et PAIO – ICARE.

* Dont 31,4 millions d'euros de Pôle emploi au titre la cotraitance (voir tableau 10)

Tableau 26 : Répartition des financeurs en activité principale (FAP) et spécifique (FAS)

	2009		2010	
	FAP	FAS	FAP	FAS
Etat	38,7%	35,9%	50,3%	31,3%
Régions	18%	24,6%	16,9%	16,8%
Départements	4,4%	10,6%	3%	12,5%
Communes et EPCI	23,7%	17,9%	19,4%	15,2%
FSE	6,9%	11,1%	0,3%	8,1%
Autres organismes publics et privés	8,3%	-	10,2%	16,1%
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 et 2010 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 27 : Répartition des financeurs en activité spécifique

	2009	2010
Etat	35,9%	31,3%
Régions	24,6%	16,8%
Départements	10,6%	12,5%
Communes et EPCI	17,9%	15,2%
FSE	11,1%	8,1%
Autres organismes publics et privés	-	16,1%
Total	100%	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2009 et 2010 des missions locales et PAIO – ICARE.

Les modalités de financement du réseau des missions locales par l'Etat

La circulaire DGEFP du 12 octobre 2007, complétée par celle du 11 janvier 2011 intègre le nouveau cadre prévu par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et permet de substituer aux multiples conventions annuelles entre l'Etat et les missions locales, une seule convention pluriannuelle fondée sur la définition commune d'objectifs et de résultats à atteindre au regard d'un diagnostic partagé des besoins du territoire.

Le financement de l'Etat prend en compte l'ensemble de l'offre de service de la mission locale, aux côtés des autres financeurs publics, notamment des collectivités territoriales, dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale.

L'offre de service de la mission locale est définie selon 5 axes : Repérage, accueil, information, orientation ; Accompagnement des parcours d'insertion ; Développement d'actions pour favoriser l'accès à l'emploi ; Expertise et observation active du territoire ; Ingénierie de projet et animation locale.

Tableau 28 : Répartition du financement de l'activité principale par type de financeurs publics

Région	Financement activité principale	Subventions Etat	% FAP	Subventions organismes publics	% FAP	Subventions collectivités territoriales	% FAP	Subventions organismes privés	% FAP	FSE	% FAP
Alsace	9 418 016	4 273 977	45%	1 043 531	11%	4 065 327	43%	35 181	0,4%	-	-
Aquitaine	22 994 323	10 706 903	47%	2 290 784	10%	9 888 391	43%	108 245	0,5%	-	-
Auvergne	10 037 905	5 351 605	53%	1 126 523	11%	3 559 777	35%	-	-	-	-
Basse-Normandie	10 959 747	6 264 401	57%	1 365 660	12%	3 324 686	30%	5 000	0,0%	-	-
Bourgogne	12 127 250	6 826 430	56%	1 465 504	12%	3 590 756	30%	222 197	1,8%	22 363	0,2%
Bretagne	19 818 764	9 778 773	49%	1 925 576	10%	8 072 874	41%	41 230	0,2%	311	0,0%
Centre	15 215 583	8 458 340	56%	1 480 952	10%	5 276 291	35%	-	-	-	-
Champagne-Ardenne	10 995 027	5 890 082	54%	1 238 169	11%	3 846 237	35%	-	-	20 539	0,2%
Corse	1 535 128	831 103	54%	236 454	15%	467 571	30%	-	-	-	-
Franche-Comté	7 271 862	3 847 113	53%	752 712	10%	2 613 941	36%	1 526	0,0%	56 570	0,8%
Guadeloupe	3 129 243	2 126 218	68%	434 055	14%	568 970	18%	-	-	-	-
Guyane	1 407 580	1 020 692	73%	115 460	8%	271 428	19%	-	-	-	-
Haute-Normandie	16 944 636	9 360 697	55%	2 170 293	13%	5 353 071	32%	60 575	0,4%	-	-
Ile-de-France	76 009 318	32 117 040	42%	5 398 962	7%	37 895 367	50%	199 904	0,3%	398 045	0,5%
La Réunion	9 986 278	6 074 367	61%	1 546 617	15%	2 365 294	24%	-	-	-	-
Languedoc-Roussillon	18 743 685	10 330 113	55%	1 749 961	9%	6 506 928	35%	4 765	0,0%	151 918	0,8%
Limousin	5 276 829	2 721 217	52%	356 843	7%	2 198 769	42%	-	-	-	-
Lorraine	15 038 722	8 607 146	57%	2 026 594	13%	4 399 797	29%	5 185	0,0%	-	-
Martinique	3 527 208	2 185 670	62%	182 498	5%	1 159 040	33%	-	-	-	-
Midi-Pyrénées	17 323 142	10 866 480	63%	1 490 955	9%	4 965 707	29%	-	-	-	-
Nord-Pas-de-Calais	44 056 194	24 110 807	55%	4 340 520	10%	15 384 463	35%	81 580	0,2%	138 824	0,3%
Pays de la Loire	21 567 948	12 323 142	57%	3 161 242	15%	5 998 742	28%	83 571	0,4%	1 251	0,0%
Picardie	17 997 271	8 877 672	49%	1 651 562	9%	7 067 029	39%	18 098	0,1%	382 910	2,1%
Poitou-Charentes	12 870 523	6 977 131	54%	1 652 481	13%	4 156 284	32%	84 627	0,7%	-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	34 620 454	15 026 841	43%	2 994 169	9%	16 533 611	48%	65 833	0,2%	-	-
Rhône-Alpes	46 740 345	19 161 058	41%	4 194 177	9%	23 384 410	50%	700	0,0%	-	-
Total	465 612 981	234 115 018	50%	46 392 254	10%	182 914 761	39%	1 018 217	0,2%	1 172 731	0,3%

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 29 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés

Région	Subventions totales	Subventions activité principale (dont contributions en nature)	% sur subventions totales	Subventions activités spécifiques	% sur subventions totales	Fonds gérés	% sur subventions totales
Alsace	13 462 328	9 418 016	70%	3 159 159	23,5%	885 153	6,6%
Aquitaine	27 989 296	22 994 323	82,2%	3 158 207	11,3%	1 836 766	6,6%
Auvergne	13 288 808	10 037 905	75,5%	2 848 433	21,4%	402 470	3%
Basse-Normandie	12 198 948	10 959 747	89,8%	1 153 610	9,5%	85 591	0,7%
Bourgogne	15 304 068	12 127 250	79,2%	2 755 999	18%	420 819	2,7%
Bretagne	23 308 749	19 818 764	85%	2 217 550	9,5%	1 272 435	5,5%
Centre	17 822 619	15 215 583	85,4%	2 397 069	13,4%	209 967	1,2%
Champagne-Ardenne	12 910 408	10 995 027	85,2%	1 303 034	10,1%	612 347	4,7%
Corse	2 145 052	1 535 128	71,6%	548 606	25,6%	61 318	2,9%
Franche-Comté	8 840 958	7 271 862	82,3%	1 463 797	16,6%	105 299	1,2%
Guadeloupe	3 269 243	3 129 243	95,7%	140 000	4,3%	0	0%
Guyane	3 536 884	1 407 580	39,8%	2 010 030	56,8%	119 274	3,4%
Haute-Normandie	20 234 074	16 944 636	83,7%	2 419 298	12%	870 140	4,3%
Ile-de-France	96 189 584	76 009 318	79%	18 789 905	19,5%	1 390 361	1,4%
La Réunion	14 378 894	9 986 278	69,5%	3 700 591	25,7%	692 025	4,8%
Languedoc-Roussillon	23 005 636	18 743 685	81,5%	3 550 899	15,4%	711 052	3,1%
Limousin	5 934 155	5 276 829	88,9%	617 313	10,4%	40 013	0,7%
Lorraine	18 833 823	15 038 722	79,8%	2 592 617	13,8%	1 202 484	6,4%
Martinique	4 173 215	3 527 208	84,5%	575 887	13,8%	70 120	1,7%
Midi-Pyrénées	21 546 774	17 323 142	80,4%	3 660 702	17%	562 930	2,6%
Nord-Pas-de-Calais	56 266 264	44 056 194	78,3%	8 938 157	15,9%	3 271 913	5,8%
Pays de la Loire	26 078 836	21 567 948	82,7%	3 627 967	13,9%	882 921	3,4%
Picardie	20 628 759	17 997 271	87,2%	2 392 413	11,6%	239 075	1,2%
Poitou-Charentes	14 451 253	12 870 523	89,1%	1 471 260	10,2%	109 470	0,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	42 060 389	34 620 454	82,3%	6 703 257	15,9%	736 678	1,8%
Rhône-Alpes	54 635 776	46 740 345	85,5%	7 078 145	13%	817 286	1,5%
Total	572 494 793	465 612 981	81,3%	89 273 905	15,6%	17 607 907	3,1%

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 30 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale

Région	Financement activité principale	Régions		Départements		Communes		EPCI		Autres établissements		Total collectivités territoriales	
		Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subventions totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP
Alsace	9 418 016	1 727 385	18,3%	61 600	0,7%	601 268	6,4%	1 675 074	17,8%	-	-	4 065 327	43,2%
Aquitaine	22 994 323	3 711 903	16,1%	1 348 129	5,9%	2 886 125	12,6%	1 942 234	8,4%	145 840	0,6%	10 034 231	43,6%
Auvergne	10 037 905	1 094 778	10,9%	347 520	3,5%	1 007 436	10%	1 110 043	11,1%	22 698	0,2%	3 582 475	35,7%
Basse-Normandie	10 959 747	1 879 129	17,1%	94 730	0,9%	725 470	6,6%	625 357	5,7%	262 792	2,4%	3 587 478	32,7%
Bourgogne	12 127 250	2 038 989	16,8%	148 598	1,2%	729 628	6%	673 541	5,6%	113 267	0,9%	3 704 023	30,5%
Bretagne	19 818 764	2 564 911	12,9%	1 092 880	5,5%	748 026	3,8%	3 667 057	18,5%	-	-	8 072 874	40,7%
Centre	15 215 583	2 859 475	18,8%	64 840	0,4%	1 791 478	11,8%	560 498	3,7%	30 690	0,2%	5 306 981	34,9%
Champagne-Ardenne	10 995 027	1 950 423	17,7%	94 000	0,9%	1 461 583	13,3%	340 231	3,1%	134 773	1,2%	3 981 010	36,2%
Corse	1 535 128	307 770	20%	22 361	1,5%	137 440	9%	-	-	-	-	467 571	30,5%
Franche-Comté	7 271 862	1 542 019	21,2%	203 360	2,8%	445 833	6,1%	422 729	5,8%	19 688	0,3%	2 633 629	36,2%
Guadeloupe	3 129 243	300 000	9,6%	180 000	5,8%	88 970	2,8%	-	-	434 055	13,9%	1 003 025	32,1%
Guyane	1 407 580	271 428	19,3%	-	-	-	-	-	-	-	-	271 428	19,3%
Haute-Normandie	16 944 636	3 170 106	18,7%	389 330	2,3%	1 339 021	7,9%	454 614	2,7%	469 453	2,8%	5 822 524	34,4%
Ile-de-France	76 009 318	14 756 131	19,4%	2 761 696	3,6%	14 286 422	18,8%	6 091 118	8,0%	599 352	0,8%	38 494 719	50,6%
Languedoc-Roussillon	18 743 685	1 587 822	8,5%	547 959	2,9%	2 025 442	10,8%	2 345 705	12,5%	36 500	0,2%	6 543 428	34,9%
Limousin	5 276 829	1 166 950	22,1%	374 671	7,1%	379 041	7,2%	278 107	5,3%	-	-	2 198 769	41,7%
Lorraine	15 038 722	1 407 742	9,4%	49 060	0,3%	2 492 731	16,6%	450 264	3,0%	125 577	0,8%	4 525 374	30,1%
Martinique	3 527 208	595 273	16,9%	-	-	289 687	8,2%	274 080	7,8%	26 500	0,8%	1 185 540	33,6%
Midi-Pyrénées	17 323 142	2 000 674	11,5%	2 128 349	12,3%	633 984	3,7%	202 700	1,2%	-	-	4 965 707	28,7%
Nord-Pas-de-Calais	44 056 194	4 867 353	11%	1 102 621	2,5%	5 036 541	11,4%	4 377 948	9,9%	69 073	0,2%	15 453 536	35,1%
Pays de la Loire	21 567 948	3 138 993	14,6%	31 115	0,1%	1 518 214	7%	1 310 420	6,1%	1 254 063	5,8%	7 252 805	33,6%
Picardie	17 997 271	4 298 331	23,9%	144 825	0,8%	1 675 670	9,3%	948 203	5,3%	-	0,0%	7 067 029	39,3%
Poitou-Charentes	12 870 523	2 071 698	16,1%	145 397	1,1%	547 347	4,3%	1 391 842	10,8%	467 778	3,6%	4 624 062	35,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	34 620 454	6 649 349	19,2%	781 129	2,3%	5 498 165	15,9%	3 604 968	10,4%	30 600	0,1%	16 564 211	47,8%
La Réunion	9 986 278	924 538	9,3%	367 679	3,7%	1 073 077	10,7%	-	-	-	-	2 365 294	23,7%
Rhône-Alpes	46 740 345	11 646 752	24,9%	1 487 277	3,2%	7 509 763	16,1%	2 740 618	5,9%	195 546	0,4%	23 579 956	50,4%
Total	465 612 981	78 529 922	16,9%	13 969 126	3,0%	54 928 362	11,8%	35 487 351	7,6%	4 438 245	1,0%	187 353 006	40,2%

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 31 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics

Région	ETAT			FSE			Région			Département			Autres collectivités ou EPCI			Organismes publics		
	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%
Alsace	4 273 977	504 548	38,0%	0	737 576	5,9%	1 727 385	1 070 577	22,2%	61 600	263 690	2,6%	2 276 342	58 665	18,6%	1 043 531	123 642	9,3%
Aquitaine	10 706 903	717 921	43,7%	0	175 487	0,7%	3 711 903	627 559	16,6%	1 348 129	603 702	7,5%	4 828 359	168 786	19,1%	2 290 784	514 951	10,7%
Auvergne	5 351 605	821 247	47,9%	0	50 000	0,4%	1 094 778	839 931	15,0%	347 520	641 590	7,7%	2 117 479	229 755	18,2%	1 126 523	253 460	10,7%
Basse-Normandie	6 264 401	470 648	55,6%	0	0	0,0%	1 879 129	561	15,5%	94 730	199 801	2,4%	1 350 827	69 927	11,7%	1 365 660	193 871	12,9%
Bourgogne	6 826 430	1 588 183	56,5%	22 363	145 914	1,1%	2 038 989	229 186	15,2%	148 598	293 407	3,0%	1 403 169	63 355	9,9%	1 465 504	135 064	10,8%
Bretagne	9 778 773	1 017 927	49,0%	311	173 751	0,8%	2 564 911	178 022	12,4%	1 092 880	469 397	7,1%	4 415 083	63 525	20,3%	1 925 576	145 734	9,4%
Centre	8 458 340	1 175 771	54,7%	0	115 536	0,7%	2 859 475	366 970	18,3%	64 840	200 550	1,5%	2 351 976	248 669	14,8%	1 480 952	179 404	9,4%
Champagne-Ardenne	5 890 082	362 938	50,8%	20 539	113 346	1,1%	1 950 423	325 290	18,5%	94 000	23 311	1,0%	1 801 814	170 347	16,0%	1 238 169	295 002	12,5%
Corse	831 103	49 492	42,3%	0	136 551	6,6%	307 770	0	14,8%	22 361	111 211	6,4%	137 440	166 691	14,6%	236 454	84 661	15,4%
Franche-Comté	3 847 113	670 871	51,7%	56 570	291 860	4,0%	1 542 019	196 640	19,9%	203 360	80 375	3,2%	868 562	69 889	10,7%	752 712	47 238	9,2%
Guadeloupe	2 126 218	0	65,0%	0	0	0,0%	300 000	0	9,2%	180 000	140 000	9,8%	88 970	0	2,7%	434 055	0	13,3%
Guyane	1 020 692	299 129	38,6%	0	1 655 680	48,4%	271 428	32 021	8,9%	0	3 200	0,1%	0	20 000	0,6%	115 460	0	3,4%
Haute-Normandie	9 360 697	891 354	52,9%	0	121 788	0,6%	3 170 106	448 339	18,7%	389 330	366 587	3,9%	1 793 635	145 295	10,0%	2 170 293	190 737	12,2%
La Réunion	6 074 367	942 336	51,3%	0	0	0,0%	924 538	1 097 407	14,8%	367 679	310 726	5,0%	1 073 077	565 085	12,0%	1 546 617	129 230	12,2%
Ile-de-France	32 117 040	5 395 061	39,6%	398 045	929 137	1,4%	14 756 131	3 603 011	19,4%	2 761 696	2 189 312	5,2%	20 377 540	3 857 445	25,6%	5 398 962	1 213 407	7,0%
Languedoc-Roussillon	10 330 113	1 424 056	52,7%	151 918	260 889	1,9%	1 587 822	587 180	9,8%	547 959	868 250	6,4%	4 371 147	190 334	20,5%	1 749 961	178 626	8,7%
Limousin	2 721 217	350 793	52,1%	0	6 393	0,1%	1 166 950	11 224	20,0%	374 671	38 051	7,0%	657 148	45 255	11,9%	356 843	104 910	7,8%
Lorraine	8 607 146	621 246	52,3%	0	70 741	0,4%	1 407 742	899 390	13,1%	49 060	394 611	2,5%	2 942 995	365 401	18,8%	2 026 594	153 135	12,4%
Martinique	2 185 670	94 245	55,6%	0	0	0,0%	595 273	0	14,5%	0	0	0,0%	563 767	465 102	25,1%	182 498	0	4,4%
Midi-Pyrénées	10 866 480	831 916	55,7%	0	5 322	0,0%	2 000 674	1 269	9,5%	2 128 349	659 126	13,3%	836 684	1 061 263	9,0%	1 490 955	857 630	11,2%
Nord-Pas-de-Calais	24 110 807	3 180 978	51,5%	138 824	541 703	1,3%	4 867 353	1 433 276	11,9%	1 102 621	709 004	3,4%	9 414 489	1 577 881	20,7%	4 340 520	585 085	9,3%
Pays de la Loire	12 323 142	284 895	50,0%	1 251	80 700	0,3%	3 138 993	99 461	12,9%	31 115	464 700	2,0%	2 828 634	1 736 940	18,1%	3 161 242	737 797	15,5%
Picardie	8 877 672	744 654	47,2%	382 910	763 574	5,6%	4 298 331	113 811	21,6%	144 825	343 738	2,4%	2 623 873	197 518	13,8%	1 651 562	183 240	9,0%
Poitou-Charentes	6 977 131	633 105	53,1%	0	31 396	0,2%	2 071 698	293 116	16,5%	145 397	218 623	2,5%	1 939 189	221 947	15,1%	1 652 481	46 964	11,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15 026 841	2 420 558	42,2%	0	619 264	1,5%	6 649 349	851 752	18,2%	781 129	804 454	3,8%	9 103 133	683 052	23,7%	2 994 169	780 129	9,1%
Rhône-Alpes	19 161 058	2 473 927	40,2%	0	162 718	0,3%	11 646 752	1 677 566	24,8%	1 487 277	799 220	4,2%	10 250 381	1 112 050	21,1%	4 194 177	308 972	8,4%
Total	234 115 018	27 967 799	47,2%	1 172 731	7 189 326	1,5%	78 529 922	14 983 559	16,9%	13 969 126	11 196 636	4,5%	90 415 713	13 554 177	18,7%	46 392 254	7 442 889	9,7%

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 32 : Répartition des fonds gérés

Région	Fonds gérés pour le compte d'autrui				Rémunération des frais de gestion Total
	Total	FAJ	FIPJ	Autres	
Alsace	885 153	659 973	217 513	7 667	112 000
Aquitaine	1 836 766	801 281	929 258	106 227	32 884
Auvergne	402 470	14 303	202 599	185 568	3 132
Basse-Normandie	85 591	8 581	74 384	2 626	1 560
Bourgogne	420 819	134 218	257 654	28 947	12 384
Bretagne	1 272 435	649 367	208 672	414 396	177 509
Centre	209 967	-	197 072	12 895	-
Champagne-Ardenne	612 347	1 181	563 123	48 043	-
Corse	61 318	12 218	25 068	24 032	3 631
Franche-Comté	105 299	15 645	89 654	-	15 245
Guadeloupe	-	-	-	-	-
Guyane	119 274	119 274	-	-	3 200
Haute-Normandie	870 140	545 157	270 561	54 422	138 210
Ile-de-France	1 390 361	127 977	527 991	734 393	118 774
La Réunion	711 052	409 799	301 253	-	52 509
Languedoc-Roussillon	40 013	-	-	40 013	-
Limousin	1 202 484	1 157 244	45 240	-	51 280
Lorraine	70 120	-	70 120	-	-
Martinique	562 930	83 888	314 573	164 469	57 260
Midi-Pyrénées	3 271 913	41 181	2 151 636	1 079 096	-
Nord-Pas-de-Calais	882 921	586 095	296 826	-	237 154
Pays de la Loire	239 075	46 473	147 987	44 615	44 294
Picardie	109 470	8 905	100 565	-	8 754
Poitou-Charentes	736 678	198 090	121 961	416 627	88 204
Provence-Alpes-Côte d'Azur	692 025	234 647	206 897	250 481	203 831
Rhône-Alpes	817 286	507 733	296 359	13 194	113 759
Total	17 607 907	6 363 230	7 616 966	3 627 711	1 475 574

Source : Comptes rendus d'activité 2010 des missions locales et PAIO. ICARE.